

Informations de base	
2024/0071(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Décision	Phase préparatoire au Parlement
Assistance macrofinancière à l'Égypte Subject 6.20.07 Assistance macrofinancière aux pays tiers Zone géographique Égypte	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination	
	En attente de la décision finale sur le renvoi			
	Commission à fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination	
	En attente de la décision finale sur le renvoi			
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
	En attente de la décision finale sur le renvoi			
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	
	En attente de la décision finale sur le renvoi			
	Commission pour l'évaluation budgétaire	Rapporteur(e) pour l'évaluation budgétaire	Date de nomination	
	En attente de la décision finale sur le renvoi			
	Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
		Affaires économiques et financières	GENTILONI Paolo	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
15/03/2024	Publication de la proposition législative	COM(2024)0461 	Résumé

--

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/0071(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Nature de la procédure	Note thématique
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Règlement du Parlement EP 58 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 212
État de la procédure	Phase préparatoire au Parlement

Portail de documentation			
Commission Européenne			
Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2024)0461 	15/03/2024	Résumé
Document annexé à la procédure	SWD(2024)0461 	15/03/2024	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
IMART Céline	Rapporteur(e)	INTA	04/11/2024	Ambassade d'Egypte

Assistance macrofinancière à l'Égypte

2024/0071(COD) - 15/03/2024 - Document de base législatif

OBJECTIF : accorder une assistance macrofinancière (AMF) à la République arabe d'Égypte.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : les relations entre l'Union européenne et l'Égypte se sont développées dans le cadre de l'accord d'association UE-Égypte, en vigueur depuis 2004. L'UE et l'Égypte ont adopté les dernières priorités du partenariat UE-Égypte (2021-2027) lors du neuvième Conseil d'association UE-Égypte le 19 juin 2022. Les priorités du partenariat réaffirment l'objectif partagé de relever les défis communs auxquels l'UE et l'Égypte sont confrontées, de promouvoir des intérêts communs et de garantir la stabilité à long terme et le développement durable des deux côtés de la Méditerranée.

Ce partenariat stratégique et global couvrira des domaines spécifiques de coopération, comme indiqué dans la déclaration commune, s'articulant autour de six piliers d'intervention, à savoir: les relations politiques; la stabilité économique; l'investissement et le commerce; les migrations; la coopération en matière de sécurité et de répression; la démographie et le capital humain. La coopération dans ces domaines permettra d'exploiter pleinement le potentiel des relations entre l'UE et l'Égypte.

Le partenariat s'appuiera sur un paquet de mesures financières consistant à apporter un soutien à court et à long terme au programme de réformes macrobudgétaires et socio-économiques nécessaires, ainsi qu'à augmenter les montants disponibles pour encourager les investissements en Égypte et à soutenir de façon ciblée la mise en œuvre des différentes priorités stratégiques.

Ce paquet de mesures financières interviendra dans une conjoncture économique difficile pour l'Égypte, qui reste confrontée à d'importants besoins de financement non satisfaits. Dans ce contexte, le 12 mars 2024, les autorités égyptiennes ont présenté à l'UE une demande de soutien sous la forme d'une assistance macrofinancière (AMF) après l'annonce, le 6 mars 2024, d'un accord au niveau technique conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un mécanisme élargi de crédit d'un montant revu à la hausse à 8 milliards d'USD.

Après avoir fait preuve d'une certaine résilience pendant la pandémie, en partie grâce aux réformes menées dans le cadre des programmes du FMI qui se sont succédé depuis 2016, la situation macrobudgétaire de l'Égypte s'est sensiblement détériorée ces derniers mois.

CONTENU : compte tenu de la détérioration de la stabilité régionale et du rôle important joué par l'Égypte dans la région, la Commission propose d'octroyer à l'Égypte **une nouvelle AMF d'un montant maximal de 4 milliards d'EUR**, dans le cadre d'un paquet d'AMF d'une enveloppe totale de 5 milliards d'EUR sous forme de prêts. L'AMF proposée permettrait à l'Égypte de couvrir une partie de ses besoins de financement extérieur globaux, estimés à environ 17,7 milliards d'USD dans le contexte du nouveau programme du FMI pour la période 2024-2027.

Le versement de l'assistance se ferait en trois tranches, chaque tranche, dont la première, n'étant débloquée qu'à la stricte condition que des progrès satisfaisants aient été accomplis dans la mise en œuvre à la fois du programme du FMI et d'un certain nombre de mesures supplémentaires convenues entre la Commission et les autorités égyptiennes et énumérées dans un **protocole d'accord**.

Ce protocole d'accord pourrait, en principe, comprendre des **réformes** visant à promouvoir le rôle du secteur privé dans l'économie, des réformes de la politique monétaire et de la politique de change, la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques (GFP) et le renforcement des dispositifs d'aide sociale.

L'octroi de l'AMF est subordonné au **respect des mécanismes démocratiques effectifs**, notamment du pluralisme parlementaire et de l'état de droit, ainsi qu'au respect des droits de l'homme, domaines dans lesquels, en l'occurrence, l'Égypte devrait continuer à prendre des mesures concrètes et crédibles pour respecter ces critères.

Il faut noter que les provisions seront constituées au titre de la garantie pour l'action extérieure, à un taux de provisionnement de 9%, et seront programmées au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde), pour un montant total de 360 millions d'EUR.